Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1892.

Mise à la charge de l'État des indemnités à payer pour dommages causés au cours des grèves.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Nous avons eu l'honneur de déposer une proposition de loi qui a pour objet de mettre à la charge de l'État les indemnités à payer par les communes intéressées, du chef des dommages causés dans l'arrondissement de Charleroi au cours des grèves de 1886.

Nous n'avons pas à refaire l'historique des tristes événements qui ont frappé si terriblement certaines communes du bassin de Charleroi et notamment la commune de Jumet, qui, de toutes, fut la plus cruellement éprouvée et qui, actuellement, supporte à peu près seule toutes les condamnations.

A différentes reprises, depuis 1886, la Chambre a été saisie de projets de loi déposés à l'occasion de ces événements regrettables.

Ce fut d'abord la loi du 24 mai 1886 autorisant l'État à faire un prêt aux industriels en attendant le règlement des indemnités que la loi de vendémiaire an IV met à la charge des communes; ensuite vint la proposition de loi déposé, le 29 mars 1889, par l'honorable M. Giroul, ayant pour objet la mise à la charge de l'État des indemnités à payer pour dommages causés au cours des grèves; puis après, le projet de revision du décret de vendémiaire an IV. Enfin, le Gouvernement déposa, dans la séance du 25 juillet 1890, un projet de loi lui permettant d'intervenir, sous certaines conditions, à concurrence du quart, dans le règlement des indemnités dues par les communes aux industriels lésés.

Nous abandonnons au Gouvernement le soin de pourvoir à la revision du décret de vendémiaire an IV, revision qui s'impose à raison des conséquences iniques auxquelles ce décret aboutit et de l'inefficacité évidente de

ce décret quant au but qu'il poursuivait, mais nous reprenons l'autre projet, déposé par l'honorable M. Giroul, ce projet présentant un caractère de la plus grande urgence.

Les développements de ce projet ont été faits d'une façon si nette et si précise par leur auteur, ce projet a été basé sur des considérations si justes et si indiscutables, que nous ne saurions ni mieux ni plus justement dire et que nous pouvons nous borner à vous renvoyer aux documents parlementaires y relatifs.

Dès 1886, il semble que le principe de l'intervention pécuniaire de l'État ait été admis par les Chambres.

Le vote de la loi de 1886 mettant à la disposition des industriels un million faisait espérer que le Gouvernement lui-même prendrait à sa charge les indemnités à payer par les communes.

Chaque fois que la Chambre fut saisie d'un projet de loi, la section centrale constata l'impossibilité, pour les communes, de faire face aux condamnations qui seraient prononcées contre elles, et l'honorable M. Bilaut, rapporteur de la section centrale en 1889, disait que, dans plusieurs sections, des membres avaient demandé que, par mesure exceptionnelle, le Gouvernement vint en aide aux communes intéressées. Sans se prononcer sur cette proposition, la section centrale déclara ne pas contredire aux mesures qui seraient prises dans ce sens, et notre honorable collègue, M. Philippot, après avoir prouvé l'impossibilité absolue, pour les communes, d'éteindre leurs dettes sans le secours de l'État, souhaite, au nom de la section centrale, de voir le Gouvernement aller le plus loin possible dans la voie d'intervention dans laquelle il s'est engagé.

Nous pensons, Messieurs, que le Gouvernement fera chose juste et équitable en prenant à sa charge l'intégralité des indemnités dues par les communes.

Les communes de l'arrondissement, notamment Jumet, Gilly, Dampremy, Lodélinart, Roux, sont, en très grande partie, composées d'ouvriers qui, eu égard à la crise industrielle si intense que nous traversons en ce moment, peuvent à peine vivre du produit de leur salaire.

Frappées déjà de lourds impôts, il paraît impossible de les grever davantage.

La commune de Jumet, notamment, ayant été particulièrement éprouvée parce qu'elle fut le théâtre de ces tristes événements, se trouve dans une situation inextricable : il a été démontré que, même en mettant à la charge de chacun de ses habitants 1,000 centimes additionnels, on ne parviendrait pas à éteindre la dette, et cependant aucun habitant de la commune n'a été condamné du chef des dévastations et des pillages pour lesquels les indemnités sont dues.

Telles sont les considérations qui nous paraissent amplement justifier le projet de loi soumis à vos délibérations.

Nous avons le ferme espoir que la Chambre y fera bon accueil.

PROPOSITION DE LOI.

Les indemnités à payer en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV pour dommages causés dans l'arrondissement de Charleroi, au cours des grèves du 26 mars 1886 et jours suivants, sont à la charge de l'État.

J. COPPÉE.

SABATIER.

J. PHILIPPOT.

O. DEPREZ.

ADOLPHE DRION.

FERD. NOËL.